



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/L-APNQL-appuie-les-femmes-des-Premieres-Nations-qui-brisent-le-silence-et>

L'APNQL appuie les femmes des Premières Nations qui brisent le silence et dénoncent les abus de la part de policiers



- Communiqués -

Date de mise en ligne : mercredi 16 novembre 2016

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

WENDAKE, QC, le 16 nov. 2016 - Quelles que soient les conclusions du Directeur des poursuites criminelles et pénales du Québec suite à l'enquête du SPVM, en lien avec les dénonciations de femmes des Premières Nations dans la région de Val-d'Or, l'APNQL continuera de soutenir les nos femmes des Premières Nations qui osent dénoncer des situations d'abus intolérables.

« Il est essentiel de tenir des enquêtes policières lorsque les faits l'imposent, mais il est tout autant essentiel et urgent de reconnaître et de faire face aux comportements discriminatoires sinon carrément racistes dont nos populations sont trop souvent victimes », affirme Ghislain Picard, chef de l'APNQL en appui aux chefs Adrienne Anichinapéo de Kitcisakik, Adrienne Jérôme de Lac Simon et David Kistabish de conseil de la Première Nations Abitibiwinni.

Nos communautés ont besoin des ressources nécessaires pour offrir les services aux femmes victimes de violence, les encourager à briser le silence et les soutenir dans leur démarche de guérison. Nos ressources sont, à ce chapitre, grandement déficientes. Nous demandons qu'un budget d'urgence pour offrir des services de première ligne et assurer un filet de sécurité à nos femmes et leurs familles soient immédiatement mis à la disposition des communautés.

Sans être en mesure de remettre en cause le travail d'enquête du SPVM ou celui du Directeur des poursuites criminelles et pénales dans le cas précis des dénonciations à Val-d'Or, l'APNQL affirme que le problème à l'origine des situations dénoncées est beaucoup plus large et ne peut être abordé uniquement au moyen d'enquêtes policières.

L'APNQL réclame du gouvernement Couillard, depuis plus d'une année maintenant et sans résultat, qu'il ait le courage de mettre sur pied une enquête indépendante sur tous les aspects des relations entre les services policiers et les Premières Nations.

« Le gouvernement Couillard refuse de faire face à ses responsabilités, la majorité des services policiers étant sous son autorité, et a plutôt choisi de se cacher derrière l'enquête policière menée par le SPVM. Autre prétexte, il souhaite également attendre, avant de prendre ses propres responsabilités, les résultats de l'enquête déclenchée par le gouvernement fédéral sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées soit dans deux ou trois ans ! Des délais bien commodes pour le gouvernement Couillard, mais pas pour nos femmes des Premières Nations », affirme Ghislain Picard.

« Faudra-t-il que l'APNQL mène elle-même l'enquête qui s'impose ? C'est à tous les jours, et depuis des années, que nos femmes vivent les situations qu'elles osent maintenant dénoncer. L'APNQL, Femmes autochtones du Québec, nos gouvernements locaux et régionaux des Premières Nations appuient nos femmes, trop souvent laissées à elles-mêmes par le passé. Nos femmes ne doivent pas être réduites au silence, intimidées ou découragées par les résultats à date des démarches qu'elles ont eues le courage d'entreprendre. C'est le début, et non la fin, d'une marche pour obtenir justice, et nous l'obtiendrons », conclut Ghislain Picard.